

Les crédits

Les libéraux refusent d'abroger l'Accord de libre-échange. Dieu sait ce qu'ils feraient de l'ALÉNA. Nous l'abrogerions et nous lancerions de nouveaux programmes pour créer des emplois.

• (1650)

Cela permettrait de résorber le déficit sous un gouvernement néo-démocrate, et partant, nous pourrions commencer à réduire la dette.

Que comporte ce programme? Tout d'abord un programme d'infrastructures qui dotera notre pays de bases solides et des moyens de transport, notamment l'autoroute électronique, ainsi que des infrastructures scientifique et pédagogique dont nous avons besoin. Ce programme permettra de créer immédiatement 130 000 emplois et préparera la voie au développement économique futur.

Nous proposons de créer un fonds d'investissement national qui aiderait les petites et moyennes entreprises, de nouvelles entreprises à démarrer. Nous pourrions ainsi créer 200 000 autres emplois.

Nous proposons de créer un programme national de garderies dans le cadre de notre initiative de la garderie au doctorat, dans le but d'assurer la formation et l'éducation des travailleurs canadiens. Cette mesure permettrait de créer 70 000 emplois.

Nous créerions un conseil national de l'éducation, afin de rendre les programmes éducatifs nationaux plus conformes à nos objectifs économiques et afin d'assurer aux étudiants l'équité et leur épanouissement au travail. Nous proposons de créer un système de contributions qui permettra de subventionner la formation dans l'industrie.

Nous accroîtrions dans le domaine des ressources et du développement, le financement du Programme d'aide à la recherche industrielle, le financement des conseils subventionnaires, et nous trouverions des moyens d'encourager l'utilisation de meilleures méthodes que celles qu'on utilise actuellement pour encourager l'industrie à faire de la recherche et du développement sur place.

Nous prendrions des mesures pour assurer la transformation de nos ressources naturelles au Canada et créer ainsi des emplois chez nous plutôt qu'à l'étranger.

En agissant ainsi, nous nous attaquerions au problème du déficit de la seule manière possible, c'est-à-dire en remettant les gens au travail. Le Canada se retrouverait avec un gouvernement ayant la capacité et la volonté de nous doter d'un sens de la collectivité canadienne. Le gouvernement est l'organe par lequel nous exprimons notre responsabilité les uns envers les autres. Nous proposons non pas de faire la charité aux gens, mais de les

aider, et c'est ainsi que nous nous attaquerions au déficit, non pas aux dépens des chômeurs mais en créant des emplois.

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, je félicite le député pour son excellent discours, dans lequel il a proposé une solution au déficit que le Canada pourrait appliquer. Il s'agirait en effet de remettre les gens au travail justement pour lutter contre ce déficit. Il a parlé de nos deux problèmes, soit le chômage et le déficit, et il l'a fait avec fougue, selon son habitude.

Je voudrais faire quelques observations et lui poser une question. Le député qui a pris la parole auparavant a cité un article de journal d'aujourd'hui au sujet du témoignage de M. Dodge, l'actuel sous-ministre des Finances. M. Dodge a déclaré que les contribuables canadiens sont au bord de la révolte et refusent qu'on les impose davantage. Même si M. Dodge a contribué à l'établissement de bon nombre de ces taxes, il déclare que les contribuables vont se révolter.

Il a ensuite déclaré qu'en dépit des sombres prédictions de la Banque du Canada, l'économie canadienne avait connu une croissance très vigoureuse en 1988. Or, la Banque a continué de serrer la vis. Elle a maintenu sa politique monétaire et ses taux d'intérêt élevés, même en 1989. Il ajoutait: «La Banque a continué à se montrer inflexible, mais la réaction, sous forme d'un fléchissement des salaires et des prix, ne s'est pas manifestée avant 1991.» Il parlait du sud de l'Ontario.

Puis, et je crois que c'est le moins qu'on puisse dire, il a déclaré: «Nous avons tous commis des erreurs et c'est ce qui a causé le problème des rajustements.» Par problème des rajustements, il faut entendre un taux de chômage de 12, 20 ou 25 p. 100, du chômage chez les jeunes, la pauvreté, la misère, la croissance du déficit, le Canada qui se transforme en pays du tiers monde et la récession. C'est ça le problème des rajustements.

Voilà ce qui se produit quand on traite avec les banques.

• (1655)

Ensuite, le député de Windsor a dit que les libéraux étaient aussi responsables du problème. J'étais à la Chambre au début des années 1980 et je me souviens de leur Programme énergétique national. Au comité, j'ai appris qu'ils avaient accordé 13 milliards de dollars, en dollars de 1970, sous forme de subventions du PESP, subventions d'encouragements pétroliers sur les terres canadiennes et en Alberta. En échange des subventions de 13 milliards de dollars accordées aux pétrolières, ils n'ont reçu du Nord que l'équivalent d'un navire-citerne. D'après moi, c'est sous le régime libéral que notre dette